

RASSEMBLEMENT CONTRE LA POLITIQUE ANTI-SQUAT GRENOBLOISE

Mardi 17 novembre, 12h45 au tribunal de Grenoble place Firmin Gauthier.

Ces dernières années à Grenoble, la police a pris la fâcheuse habitude de s'attaquer systématiquement aux nouveaux squats. On dénombre ainsi un peu plus d'une trentaine d'expulsions "illégal" qui ont conduit plus d'une soixantaine de personnes en garde à vue pour dégradations. Gardes à vue qui la plupart du temps n'ont mené à rien car elles n'existaient que pour couvrir les expulsions. Cette politique de plus en plus répressive se banalise dans l'agglomération de Grenoble rendant toujours plus difficile les ouvertures de squats et laissant de très nombreux logements vides et de plus en plus de personnes à la rue.

C'est encore ce qu'il s'est passé le 20 janvier 2020 lors de l'ouverture publique d'une maison appartenant à l'EPFL (Établissement Public Foncier Local). Cet organe de la Métro est propriétaire des logements vides que les communes lui cèdent en attendant d'avoir des projets à mener sur ces logements et participe donc à la spéculation immobilière. C'est sûrement le plus gros propriétaire de logements vides de l'agglomération, pour le compte des mairies ! L'EPFL et les mairies sont spécialistes de ces magouilles avec la préfecture pour éviter à tout prix que ses logements ne soient squattés ! Et le prix est élevé, ainsi ils choisissent de déboursier des centaines de milliers d'euros pour murer, barricader et mettre sous surveillance par tous moyens (alarmes, rondes de vigiles...) leurs bâtiments vides, souvent pendant plusieurs années.

Ces politiciens, sous couvert de social, co-construction, développement, aménagement, concertation et autres mots issus de leur novlangue, expulsent les plus pauvres, s'attaquent aux classes et aux quartiers populaires pour laisser place à l'éco-ville aseptisée et bourgeoise de demain avec l'aimable soutien de leurs chiens de garde policiers.



Lors de cette ouverture publique, les deux personnes présentes dans la maison ont été embarquées sous le prétexte frauduleux de « dégradations en réunion » et passent en procès ce mardi 17 novembre.

Et pendant ces temps-là, alors qu'il y a environ 3 millions de logements vides en France, le gouvernement est en train de nous préparer un cocktail de mesures anti-squats dans le but à la fois de faciliter les expulsions expéditives et en même temps d'augmenter la répression judiciaire contre les personnes expulsées. Par exemple, cette loi permettra à « toute personne agissant dans l'intérêt et pour le compte » du propriétaire, c'est-à-dire plus ou moins n'importe qui (voisin vigilants, maire, ou simple passants qui n'aiment pas la gueule de la maison) de porter plainte et de donc lancer une procédure d'expulsion. Cette loi propose aussi de tripler les sanctions pénales contre les occupants de maisons ou locaux squattés, ouvrant ainsi des nouvelles voies de criminalisations et de répressions (comme s'il en manquait déjà...) contre des personnes déjà en galère de logement.

Rassemblons nous pour montrer notre détermination à continuer de squatter quand bien même on essaie de nous en empêcher !

Tant que nous continuerons de vivre dans ce monde de merde, ce rouleau compresseur capitaliste, raciste, impérialiste et patriarcal, nous continuerons à nous dresser sur son chemin, à lutter et à être solidaires de celles et ceux qui en subissent la répression. Et tant qu'on vivra dans une ville faite pour accueillir tous les éco-ingénieurs et les skieurs bourgeois du monde, nous continuerons de squatter parce que c'est une nécessité mais aussi un plaisir!

**CONTRE TOUTES LES EXPULSIONS!
SQUATTE TA VILLE !**